

[Text]

two cents a pound live poultry tariff to four cents a pound. This would enable primary producers to more effectively compete with the large integrated corporate-controlled broiler enterprises in the U.S.A.

The broiler industry in Canada to-day is at the stage where a national approach to supply management is required if this industry is to continue its successful progress in developing orderly marketing programs.

I would just like to interject here that the term "supply management" is a new terminology for the old terminology of "controlled marketing". The federal agricultural economists like this new wording so in our brief we use this wording also. So we hope we are communicating with them in this new approach to supply management.

We are suggesting to the Standing Committee on Agriculture it is urgent that legislation be implemented as soon as possible to establish a federal broiler chicken marketing agency. A national body is required now to co-ordinate the supply management programs now in operation by provincial broiler chicken marketing boards. The objectives of a national broiler chicken marketing agency would be:

- (1) To establish national requirements for any given period.
- (2) To establish traditional markets.
- (3) To regulate export and import trade.

Now, the purpose of this brief on behalf of the British Columbia Broiler Marketing Board is to make the House of Commons Agriculture Committee aware of the need for a national approach to broiler supply management. The broiler boards in Canada have a national organization called The Canadian Broiler Council. It is now in the process of developing a national marketing plan for broiler chickens that will soon be completed and will be presented to the federal government. Our national organization hopes enabling legislation will be granted the provincial broiler marketing boards to establish a national marketing agency to co-ordinate all broiler-producing provinces supply management programs. Thank you.

[Interpretation]

ment fédéral devrait augmenter les deux cents la livre de volaille vive à quatre cents la livre, ce qui permettrait aux producteurs primaires de faire une concurrence plus efficace avec les grandes entreprises des États-Unis.

Au Canada aujourd'hui, l'industrie du poulet à rôtir est rendue à une étape où il faut absolument une politique nationale si l'on veut soutenir le progrès de cette industrie. J'aimerais tout simplement dire ici que le terme «gestion de l'approvisionnement» est une nouvelle terminologie de l'ancien terme «commercialisation contrôlée». Les économistes agronomes fédéraux préfèrent ce nouveau terme, c'est pourquoi nous utilisons la même expression dans notre mémoire. Ainsi, nous espérons qu'ils nous comprendront lorsque nous parlerons de gestion de l'approvisionnement.

Nous proposons au Comité permanent de l'agriculture que des mesures législatives soient prises le plus tôt possible en vue de créer un organisme fédéral pour la mise en marché du poulet à rôtir. Il faut absolument un organe national à l'heure actuelle pour coordonner les programmes de gestion de l'approvisionnement qui sont appliqués en ce moment par les offices provinciaux de commercialisation des poulets à rôtir. Les objectifs d'un tel organisme national seraient les suivants.

- 1) Établir les demandes à l'échelle nationale pour une période donnée.
- 2) Établir des marchés traditionnels.
- 3) Réglementer l'exportation et l'importation.

La présentation du présent mémoire au nom de l'Office de commercialisation du poulet à rôtir de la Colombie-Britannique a pour objet de mettre le Comité de l'agriculture de la Chambre des communes au courant de la nécessité d'avoir une politique nationale pour ce qui est de la gestion de l'approvisionnement du poulet à rôtir. Les offices de commercialisation des poulets à rôtir du Canada ont un organisme national appelé «Conseil canadien du poulet à rôtir». Il entreprend, en ce moment, la mise au point d'un plan national de commercialisation des poulets à rôtir qui sera bientôt complété et présenté au gouvernement fédéral. Nous espérons donc que des mesures législatives seront initiées pour permettre d'établir un office national de mise en marché, pour coordonner tous ces programmes provinciaux.

Je vous remercie.